Licenciements contre nature

Parcs nationaux sans directeurs

Trois directeurs de parcs nationaux hongrois ont été licenciés en août suite à une décision ministérielle. Les experts et l’opposition doutent de l’efficacité de la politique environnementale du gouvernement.

«Le e-gouvernement marche très bien en Hongrie. C’est en effet sur Internet que l’on apprend que l’on va bientôt perdre son travail», évoque le directeur d’un parc national qui a ainsi commenté son récent licenciement auprès du quotidien d’opposition, le Népszabdaság. Lui-même et ses deux homologues, chacun à la tête d’un parc national, ont reçu une lettre du ministère du développement de la province, début août, leur annonçant leur licenciement. Gábor Salamon, le dirigeant du Parc Natural d’Aggtelek, travaille dans la protection de l’environnement depuis 29 ans, Ferenc Márkus quitte quant à lui le Parc d’Ôrség après 27 ans de services et István Sándor après 20 ans d’expérience à ce poste. Bien que tous les trois sont des experts reconnus au niveau international, aucun n’a reçu d’explication justifiant cette décision de renvoi.

Suite à cette nouvelle, plusieurs organisations civiles, notamment le WWF Hongrie et l’Alliance Hongroise des Protecteurs de la Nature, ont exprimé des réserves sur le développement du réseau institutionnel environnemental. Le gouvernement Fidesz-KDNP ne dispose plus de ministère dédié à la protection de la nature, un secteur qui bénéficiait pourtant d’un portefeuille séparé depuis 1988. Un remaniement gouvernemental que les organisations civiles avaient toutefois accepté, le nouveau secrétaire d’État chargé de ces questions, Zoltán Illés, leur ayant promis de

renforcer les questions environnementales auprès du nouveau cabinet. Néanmoins il a perdu le droit de prendre des décisions dans plusieurs dossiers, comme par exemple les quotas de Co2 (une source financière importante des investissement verts) ou les énergies renouvelable. Le secrétaire d’État a toutefois eu beaucoup à faire suite aux inondations auxquelles le pays a dû faire face.

Selon les informations du quotidien Népszabadság et de l’hebdomadaire économique HVG, Illés souhaite changer la direction des Zöldhatóság (les autorités vertes) régionales, crées par le gouvernement Gyurcsány, qui centralisent le pouvoir décisionnel sur le territoire des parcs nationaux et qui dispose à la fois d'un pouvoir de décision sur les investissements architecturaux mais également sur l’économie forestière. Suite à la création de ces bureaux en 2005, les organisations civiles avaient vivement protesté face aux effets pervers de la centralisation en soulignant que les intérêts des investisseurs prédominaient et influençaient les décisions des autorités, qui risquaient alors de perdre de vue leur objectif de protection de la nature.

Judit Zeisler

•

Catégorie
Agenda Culturel